

Grande-Bretagne et Russie

Une interview de M. Rakovsky

Christian Rakovsky

Source : « Daily New » du 30 avril 1925. Traduit en français dans le « Bulletin quotidien de presse étrangère », n°2944, 6 mai 1925. Notes MIA.

Il y a tout lieu de penser que d'ici peu de temps la question d'un emprunt russe fera de nouveau l'objet de l'attention de la Cité et du pays en général. On ne saurait prétendre que l'atmosphère politique actuelle, soit intérieure, soit internationale, est très favorable aux négociations qui vont être entamées, Cependant les intérêts britanniques sont tout particulièrement en jeu, et c'est pourquoi j'ai demandé à M. Rakovsky, le chargé d'affaires russe à Londres, de vouloir bien discuter avec moi la situation actuelle entre les deux pays, à quoi il a consenti volontiers.

Pas de nouvelles discussions

M. Rakovsky, on ne l'a peut-être pas oublié, est revenu à Londres dans les premiers jours d'avril, après une absence de presque trois mois en Russie. Le bruit courut qu'il était porteur de nouvelles propositions pouvant servir de base à la reprise des négociations avec le Gouvernement britannique.

Toutefois le « Daily News » a pu déclarer, dès le 7 avril, qu'il ne s'était rien passé de nature à justifier ces bruits de nouvelles sessions ; et M. Rakovsky, qui eut dès son retour une longue conversation avec [M. Chamberlain](#), reconnut l'exactitude de cette information, lorsqu'il me reçut, hier, à Chesham House. Il refusa, pour des raisons faciles à comprendre, de dévoiler la nature de sa conversation avec le ministre des Affaires étrangères. Je lui fis observer, cependant, que d'après mes informations le Gouvernement britannique n'avait nullement hâte de reprendre les négociations de l'an passé, qu'il était tout disposé à attendre, à se contenter de l'accord commercial actuel.¹

L'inquiétude des détenteurs de bons russes

— *Quant à cela, répondit M. Rakovsky, nous ne sommes pas pressés non plus. Mais depuis mon retour à Londres, il ne se passe pour ainsi dire pas un seul jour que je ne reçoive la visite des détenteurs de bons russes. Je ne pense pas que, pour leur part, ils soient contents d'attendre.*

— On prétend qu'il existe une telle divergence entre les points de vue britannique et russe, lui dis-je, qu'il serait inutile d'entamer de nouvelles discussions en vue d'un traité. On fait valoir, par exemple, que vous n'êtes pas disposé à incorporer dans un traité la reconnaissance de la dette, non pas à titre exceptionnel, mais comme principe général.

— *Voici ma réponse à cet argument, fit M. Rakovsky. Si nous pouvons conclure un accord avec les intéressés, le besoin d'une déclaration de ce genre ne se fera pas sentir. La reconnaissance de la dette n'est pas le point essentiel. Si nous payons, cela suffira. Aucune formule contraire à nos principes ou aux vôtres*

¹ Il s'agit de l'accord commercial anglo-russe signé le 16 mars 1921. En conformité avec cet accord, les deux parties s'engageaient à s'abstenir mutuellement de tout acte et de toute propagande hostile et les rapports commerciaux furent repris entre la Grande-Bretagne et la Russie. Cet accord signifiait, en fait, la reconnaissance de la Russie soviétique par l'Angleterre.

ne sera nécessaire.

« La question principale est celle d'un emprunt, de crédits. Il ne suffit pas que nous prenions un engagement ; cet engagement, il faudra le tenir. Si nous signons de nouveaux engagements, nous les tiendrons, mais encore faut-il qu'ils ne dépassent pas les limites du possible. Et les créanciers britanniques de la Russie comprennent fort bien que, dans leur propre intérêt, il est nécessaire qu'il nous soit accordé un appui financier. »

Je demandai à M. Rakovski s'il ne pensait pas que, depuis la guerre, les avances de gouvernement à gouvernement sont devenues impossibles, et que, après le sort fait aux traités provisoires, aucun gouvernement conservateur ne saurait garantir un emprunt émis en faveur de la Russie.

— *Je me rends bien compte, me dit-il, que les dernières élections générales ont créé en Grande-Bretagne une situation entièrement nouvelle². Ce n'est pas la forme d'un emprunt qui importe, c'est le fait. »*

500.000 chômeurs

Au sujet de la situation actuelle en Russie, des objets auxquels serait consacré le produit de l'emprunt, et de l'attitude modifiée du gouvernement soviétique à l'égard du capital privé, M. Rakovski s'exprima ainsi :

— *Nous n'avons aucun sujet particulier d'inquiétude. Pour ce qui est du chômage, les statistiques du mois de mars indiquent que le nombre des chômeurs enregistrés dans toute la Russie s'élevait à 500.000. Le produit d'un emprunt serait utilisé uniquement à des fins productives, pour le développement de l'industrie et de l'agriculture en Russie et pour encourager le commerce entre la Russie et la Grande-Bretagne. »*

Selon M. Rakovski, l'industrie et l'agriculture sont, en voie de progrès, en Russie, mais on voudrait accélérer ce progrès.

— *Vous me demandez, poursuivit-il, de vous parler de notre « attitude modifiée » à l'égard du capital privé. Les droits du capital privé sont reconnus, en principe, depuis l'introduction de la nouvelle politique économique³. Nous n'avons apporté aucune modification à nos principes, mais nous avons modifié notre politique des crédits et notre politique bancaire.*

« Autrefois nous accordions de grandes facilités de crédits aux coopératives et relativement peu de facilités aux entreprises privées. Aujourd'hui nous avons établi l'égalité entre le commerce privé et les coopératives. C'est là le point essentiel du changement ».

La lettre de Zinoviev

Je ramenai la conversation sur le terrain des difficultés auxquelles se heurte un accord anglo-russe la propagande bolcheviste, [la lettre Zinoviev](#), le « manque de confiance » mentionné par M. Chamberlain dans un discours à la Chambre.

— *Pour ce qui est du manque de confiance, reprit M. Rakovski, M. Chamberlain semble avoir voulu parler des relations entre le gouvernement de Moscou et la Troisième Internationale et de la prétendue lettre*

2 En octobre 1924, le gouvernement travailliste de McDonald chuta à cause du scandale de la fausse [« Lettre de Zinoviev »](#), ce dont tira profit le parti conservateur d'Austen Chamberlain aux élections générales consécutives.

3 La Nouvelle politique économique (NEP) fut adoptée par le Xe Congrès du Parti communiste en mars 1921 afin de remplacer les mesures économiques du « communisme de guerre ». La suppression du système de réquisitions et le passage à l'impôt en nature permirent aux paysans de vendre leurs surplus sur le marché et d'y acquérir les articles manufacturés dont ils avaient besoin. La NEP offrait également des concessions aux capitaux étrangers afin de relancer la production agricole et industrielle dévastées par la guerre.

Zinoviev. Je suis certain que cette lettre était un faux, tout comme ces documents bulgares. Mais de toute façon cet incident est clos. »

Propagande subversive

— Mais n'est-il pas exact, demandai-je, qu'avant de partir pour Moscou, on vous avait averti qu'une garantie formelle et précise de l'abandon de toute propagande subversive en Grande-Bretagne serait une condition essentielle de la reprise des négociations entre la Russie et la Grande-Bretagne.

— *On a discuté la question de la propagande*, répondit M. Rakovski, *mais il n'a été fait aucune menace. On n'a exercé sur nous aucune pression.*

— Vous savez, bien entendu, qu'une nouvelle campagne est en cours ici, une campagne dont le mot d'ordre est : À la porte, les bolcheviks !

— *Si je le sais ! Mon petit déjeuner me paraîtrait insipide, si je n'avais pas ma petite insulte journalière à « tremper dans mon thé ». Comme dit la réclame des sels Machin, c'est la petite dose journalière qui produit son effet ».*

— Un motif sérieux de critique, ajoutai-je, est ici l'octroi de l'immunité diplomatique aux nombreux fonctionnaires russes actuellement à Londres.

Pour la première fois M. Rakovski s'emporta :

— *C'est là un mensonge*, fit-il avec colère. *Savez-vous à combien de Russes a été accordé, en réalité, ici, cette immunité ? Ils sont quatre, ni plus ni moins. Tous les autres, sans exception, sont responsables vis - à-vis des autorités, de tous leurs faits et gestes.*

« Ils sont quatre, répéta M. Rakovski, *c'est-à-dire moins nombreux que les sujets britanniques qui jouissent de l'immunité en Russie, et ils constituent, je pense, le personnel diplomatique le moins nombreux à jouir de cette immunité entre ceux de tous les pays représentés à Londres. »*

L'usine de faux européenne

Une allusion faite par moi aux prétendues « instructions de Moscou » recommandant une action en Angleterre des communistes militants provoqua chez M. Rakovski un éclat de rire dédaigneux.

— *Je comprends à la rigueur*, fit-il, *que le gouvernement bulgare croie à ce genre de choses, mais je pense que le Gouvernement britannique sait - aujourd'hui - à quoi s'en tenir là-dessus. Ces jolis documents émanent tous de la même source : Berlin. C'est l'usine de faux européenne.*

« Et qu'il me soit permis d'ajouter ceci, poursuivit M. Rakovski d'un ton grave. *La cause véritable des troubles en Bulgarie, c'est dans les traités de paix qu'il faut la chercher, et non pas à Moscou. Toute la situation dans les Balkans est impossible. »*

Hugh Redwood, chef de la politique étrangère au « *Daily News* ».
DAILY NEWS, 30.4, 1925